

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2016

Volume XVII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LE REGARD DE LA PRESSE INTERNATIONALE SUR L'ATTENTAT CONTRE *CHARLIE HEBDO* DE JANVIER 2015

PAR

PHILIPPE BOULANGER (*)

Les attentats revendiqués par Al Qaïda à Paris, entre le 7 et le 9 janvier 2015, occupent une place considérable dans la presse, non seulement française, mais aussi internationale. L'événement provoque une onde de choc planétaire durant la première quinzaine de janvier et conduit certains journaux, parfois soumis à la censure dans leur pays de publication, à prendre position, le plus souvent en faveur de leurs confrères journalistes français victimes des tueries. Ce qui domine durant ces trois jours de tensions est l'élan de solidarité et d'unité créé par les journalistes de presse écrite, le plus souvent avec la reprise du slogan « Je suis Charlie ». Ce traitement de l'information à l'échelle mondiale est tel que plusieurs mensuels, hebdomadaires ou quotidiens français, tels que *Courrier international*, *Les Echos* ou *Le Figaro*, publieront, à leur tour, plusieurs numéros spéciaux sur cet élan de solidarité et sur la défense de la liberté d'expression exprimés dans la presse internationale.

Au-delà de cet élan de solidarité, la recherche des causes sur cette apparition de la violence à Paris provoque un débat, dans lequel l'unité apparaît moins prépondérante. Des thèses différentes apparaissent et mettent au jour des interprétations politiques et culturelles variées, allant de la critique de la position de la France dans la guerre en Syrie au problème de l'intégration des Musulmans français dans leur pays, ainsi qu'au constat de l'échec du dialogue entre les cultures. Parallèlement, l'unité dans l'hommage rendu aux victimes du journal satirique *Charlie Hebdo* ne fait pas l'unanimité. Sur tous les continents, d'autres points de vue s'expriment et posent la question du difficile équilibre entre la liberté d'expression et la responsabilité.

Comment l'attentat contre *Charlie Hebdo* est-il perçu dans la presse internationale en janvier 2015 ? Trois aspects seront abordés : une presse internationale indignée et solidaire, la recherche des facteurs expliquant l'attentat, le débat sur le droit à l'expression dans la presse.

(*) Professeur à l'Institut français de géopolitique de l'Université Vincennes – Saint-Denis (Paris 8, France).

L'hommage à Charlie Hebdo

De manière unanime, dans les premières heures qui suivent les attentats contre la France, la presse internationale, de tous les continents, se montre solidaire pour lutter contre la violence de ces actes terroristes.

Le 7 janvier 2015, deux terroristes djihadistes (les frères Kouachi) attaquent le siège du journal hebdomadaire *Charlie Hebdo*, situé dans le 11^e arrondissement de Paris, faisant douze morts (dont huit journalistes) (1) et onze blessés. Ce journal satirique de gauche s'était rendu célèbre pour avoir publié des caricatures représentant le prophète Mahomet malgré les menaces répétées. Son siège avait déjà été incendié en 2011. Il avait été l'un des rares médias à avoir publié les caricatures du journal danois *Jyllands-Posten* en 2006 et à présenter en couverture l'image du prophète lors de la polémique sur le film *L'Innocence des musulmans* en 2012. Après avoir tué une policière à Paris le 8 janvier, Amedy Coulibaly, proche des deux précédents meurtriers, prend en otage le personnel et les clients d'une supérette casher à la porte de Vincennes le 9 janvier, faisant quatre morts.

Dans les quotidiens nationaux de nombreux pays, les uns affichent leur hommage aux victimes des attentats et se manifestent rapidement contre le déchaînement d'une telle violence. L'équipe de rédaction du journal espagnol *El País*, le 7 janvier, garde une minute de silence en hommage aux victimes. Gabriela Canas honore la mémoire des « quatre géants du dessin » (Charb, Cabu, Wolinski, Tignous) dans l'édition du lendemain. Dans son numéro du 12 janvier, à la suite de la manifestation du 11 janvier à Paris pour condamner l'assassinat des caricaturistes de *Charlie Hebdo*, des policiers et des clients du supermarché casher, le même journal écrit : « Paris a affirmé de manière catégorique que l'Europe, loin des stéréotypes qui la présentent comme une société décadente, apeurée et superficielle face à un prétendu dynamisme djihadiste, est bien vivante et qu'elle représente une formidable barrière qui se lève contre le terrorisme et son projet totalitaire » (2). Le journal suisse *Le Temps*, titrant « Morts de rire » sur un fond noir, souligne « le choc et l'effroi » de l'attaque au siège du journal satirique (3).

Dans le *Guardian* et dans la presse britannique, est évoquée l'« énorme chasse à l'homme » à Paris pour retrouver les auteurs de cette tuerie. Simon Jenkins, le 7 janvier, salue le courage des journalistes qui ont défendu leurs idées et perdu la vie dans leur bureau face à des criminels qui ont commis un acte de guerre. Roy Greenslade, ancien rédacteur en chef du

(1) Jean Cabut, Georges Wolinski, Stéphane Charbonnier, Bernard Verlhac, Philippe Honoré, Bernard Maris, Elsa Cayat, Franck Brinsolaro, Ahmed Merabet, Frédéric Boisseau, Michel Renaud, Mustapha Ourrad.

(2) Cité in *Courrier international*, n°1 263, 15-23 janv. 2015.

(3) Cité in *Le Figaro*, 8 janv. 2015.

Daily Mirror, y écrit que « c'est le moment pour que les éditeurs et rédacteurs en chef de publications grand public à travers le monde honorent les journalistes assassinés de Charlie Hebdo en refusant de s'autocensurer » (4). Pour Jahabar Sadig, au *Malaysian insider*, le 8 janvier, « si les tueurs pensaient mettre fin à la satire par la terreur, ils se trompent. Le monde en sait davantage aujourd'hui sur Charlie Hebdo » (5). A l'image de la presse chinoise, qui rend aussi hommage aux victimes, Shen Rui écrit dans le journal cantonnais *Nanfang Dushibao*, le 9 janvier, que « l'attaque contre Charlie Hebdo par des terroristes est une attaque contre le fondement de la démocratie occidentale : la liberté d'expression » (6). En Chine, *Le Quotidien du Peuple* traite en page 3 des événements, tandis que le *China Daily* met en une l'information. Le *Journal de Montréal* titre « Longue vie à Charlie Hebdo » (9 janvier). Dans la presse arabe francophone, la réaction est également similaire : le quotidien algérien *El Watan* consacre sa une à l'événement en transformant le « O » d'hebdo en couronne mortuaire.

Ainsi, immédiatement après les événements, la presse du monde entier et de tous les continents rend hommage aux victimes des attentats, tout en condamnant ces derniers. La réaction unanime sur ce plan apparaît planétaire et donne à voir une forme d'union des journalistes face à la possible division que pourrait provoquer la mouvance djihadiste.

Faire face à la division

Faire bloc face à ce mouvement d'agression contre les symboles de la démocratie française et la liberté d'expression constitue une autre dynamique dans les premiers temps de l'attentat. L'attentat contre *Charlie Hebdo* suscite une réaction unanime de rassemblement. Il est un « *assaut sur la démocratie* », affirme *The Guardian*, tandis que la *Berliner Zeitung* en Allemagne republie plusieurs unes de *Charlie Hebdo* en titrant « *Vive la liberté* ». Simon Jenkins, dans le *Guardian* du 7 janvier, condamne ceux qui cherchent à effrayer les défenseurs de la satire et à créer un climat de paranoïa au sein de la société française. Pour lui, il ne faut pas montrer cette peur pour vaincre le terrorisme. Christian Bangel, dans *Die Zeit* publiée à Hambourg, le 8 janvier, considère que « *les assassins de Paris ne voulaient rien d'autre que nous diviser entre Musulmans et non-Musulmans. Serons-nous assez forts pour éviter cela ?* » (7). Carlos Latuff, dans le *Middle East Monitor*, considère que « *tirer sur Charlie Hebdo, c'est tirer sur la mosquée* ». Le quotidien émirien *The National* et le journal égyptien *Al Mesry Al Youm* publient la photographie de l'évacuation des blessés pour condamner la violence des islamistes (8). Le slogan « *Je suis Charlie* » commence à être diffusé, notamment dans les médias francophones.

(4) Cité in *Metro News*, 8 janv. 2015.

(5) Cité in *Courrier international*, n°1 263, 15-23 janv. 2015.

(6) *Id.*

(7) *Id.*

(8) Cité in *Le Figaro*, 8 janv. 2015.

La presse internationale se montre bouleversée, tout en appelant à la détermination dans la condamnation des attentats. *L'Humanité* titre « *c'est la liberté qu'on assassine* », tandis que l'éditorial d'Alexis Brézet, directeur des rédactions du *Figaro*, appelle à l'union nationale : « *C'est une guerre, une vraie guerre, menée non par des soldats, mais par des assassins de l'ombre* » (9). La une de *Libération* titre « *Nous sommes tous Charlie* » et Laurent Joffrin, dans son éditorial, considère que les terroristes nous ont meurtris mais aussi fortifiés.

A l'étranger, le traitement de l'information se veut aussi percutant en appelant à l'unité et à la solidarité. Pour Marouen Achouri, journaliste tunisien au *Business News*, « *Les assassins ont aussi crié 'Nous avons tué Charlie Hebdo !' Bêtise donc, encore une fois. Tant qu'il y aura des personnes habitées par la liberté, Charlie Hebdo vivra. Ce n'est pas uniquement le deuil de la presse française mais aussi celui de la presse mondiale. Le combat contre la bêtise et l'ignorance, avec pour armes les plumes et les dessins, reprendra. Nous sommes de tout cœur avec Charlie Hebdo* » (10). Au Royaume-Uni, *The Guardian* titre « *une attaque sur la démocratie* » et publie une photo de manifestant brandissant des affiches « Je suis Charlie ». *The Sun* barre sa une d'un grand « *Non !* » et publie le cliché des deux suspects dans les rues de Paris, dont l'un s'apprête à abattre l'un des policiers à terre (11). *The Daily Telegraph* insiste sur la « *guerre pour la liberté* ». *The Independent* présente en une un dessin figurant *Charlie Hebdo* ensanglanté, où sort une main faisant un doigt d'honneur. Quant au *Belfast Telegraph*, le slogan « Je suis Charlie » et les photos des quatre dessinateurs tués sont publiés comme dans bien d'autres quotidiens nationaux. En Belgique, *L'Echo* publie un carré noir avec l'inscription « *Tous des Charlie* », entourée de multiples caricatures du magazine. *Le Soir* titre « *Morts de rire* » avec un dessin de journalistes armés de crayons et au centre d'une lunette de visée. En Espagne, *El Periodico* reprend en français « Je suis Charlie » et le traduit en « *Todos somos Charlie Hebdo* », en l'illustrant d'une main protégeant une bougie allumée. Le quotidien flamand *De Tijd* reprend également en français les mots « Je suis Charlie ». Les journaux danois *Politiken* et finlandais *Helsingin Sanomat* affichent leur une en reprenant le « Je suis Charlie » sur fond blanc pour le premier (avec un crayon brisé qui continue de dessiner) et sur fond noir pour le second. Sur les autres continents, l'appel à l'unité et à la solidarité se rencontre sous d'autres formes. En Nouvelle-Zélande, le *New Zealand Herald* titre sa une : « *le meurtre ne fera pas taire nos crayons* ». En Inde, le journal économique *Mint* publie sur sa une 9 couvertures de *Charlie Hebdo*. L'élan de solidarité apparaît donc général dans la presse internationale. Dans le même temps, il apparaît que les attentats constituent un point de rupture et un tournant dans la manière de considérer le terrorisme international en Europe.

(9) Cité in *Les Echos*, 8 janv. 2015.

(10) *Id.*

(11) *Id.*

Un tournant pour la France et l'Europe dans la guerre contre le terrorisme

La presse internationale, principalement européenne, tend aussi à mettre en évidence la continuité d'une guerre contre le terrorisme menée le plus souvent, telle qu'elle est traitée dans les médias, sur des théâtres d'opérations plus lointains. La violence des actes terroristes conduit à prendre conscience, pour les journalistes et pour les sociétés, que le théâtre de guerre devient intérieur. Ce qui touche la France en ce début janvier 2015 concerne tous les Etats européens. La notion d'unité dans la douleur s'étend ainsi bien au-delà de la dimension franco-française, non sans poser de nombreuses questions, dans un contexte dit de surprise stratégique, sur la place des Musulmans dans ces sociétés. Frank Furedi, sociologue intervenant le 8 janvier dans le journal anglais *Spiked*, souligne le rôle des médias dans la désignation d'une dynamique géopolitique majeure en Europe, tout en s'interrogeant sur le rôle des élites politiques par rapport à l'islamisation de l'Europe et sur la place du multiculturalisme à intégrer dans les héritages culturels (12). La guerre contre le terrorisme d'Al Qaïda et de l'Etat islamique, au Yémen ou en Syrie, est mise en évidence pour désigner un adversaire au-delà des frontières de l'Europe. Sergueï Grabovskiy, dans le journal ukrainien *Den* (9 janvier), souligne que « *l'Europe est donc aujourd'hui menacée par une quatrième vague de totalitarisme* », qui ne vient pas de l'Europe, mais « *d'une autre région géoculturelle, l'espace méditerranéen et moyen-oriental* ». « *Comme toujours, souligne-t-il, c'est une vision du monde en noir et blanc, fondée sur des idées primitives, une intolérance agressive envers tout autre point de vue, avec la terreur comme arme de lutte politique* ».

Au-delà de l'unité autour des victimes des attentats, le risque d'éclatement d'une certaine stabilité se fait jour dès le 9 janvier. D'un côté, la crainte d'une balkanisation de la violence commence à être mise en évidence. Tel est le cas de Ziyad Makhoul, dans *L'Orient le jour* (Beyrouth) qui, le 9 janvier, considère que « *la France n'est plus myope ni astigmatique ; on dirait, pour la première fois depuis l'accouchement en mondovision de l'Etat islamique, qu'elle commence, lentement, à comprendre qu'elle pourrait se libaniser. Qu'elle pourrait entrer en guerre. De dedans ; civile, la guerre. Communautaire, confessionnel. Et plus si blanche que cela* ». De cette crainte de l'insécurité permanente surgit également l'autre idée de concurrence redoutée entre les deux grandes organisations terroristes internationales que sont l'Etat islamique et Al Qaïda sur le sol européen, dont les rivalités se déchaînent depuis février 2014 en Syrie et dans le nord de l'Iraq. Antoun Issa, dans le journal américain *Al-Monitor* (8 janvier), met en évidence cette lutte de pouvoirs entre l'Etat islamiste et Al Nosra en Syrie (branche d'Al Qaïda). Paris serait ainsi le prolongement d'un théâtre de guerre et

(12) Cité in *Courrier international*, n°1 263, 15-23 janv. 2015.

de concurrence, comme un défi lancé par Al Qaïda à son concurrent, qui rencontre la préférence parmi les djihadistes.

D'un autre côté, l'idée que les services étatiques de sécurité intérieure soient déstabilisés, sinon dépassés, par cette guerre contre le terrorisme sur le sol national est mise aussi en évidence. Se pose dès lors la question de l'efficacité des services de renseignement et de celle d'un adversaire qui semble disposer de capacités de nuisance supérieure aux moyens envisagés par les stratégies défensives des Etats. Dans *La Repubblica*, Bernardo Valli, le 9 janvier, considère que « *cela montre que, dans cette guerre déclarée par les djihadistes, l'Europe est cueillie à froid* ». La forme de la guerre engagée prend ainsi le dessus dans le traitement de l'information quelques jours après l'attentat contre le siège de *Charlie Hebdo*. Elle est décrite comme une guerre asymétrique avec un adversaire sans règle et dissimulé au sein de la population. Les journalistes rappellent que les opérations extérieures menées contre ce même adversaire, en Afghanistan entre 2001 et 2014 (les Talibans et Al Qaïda) ou dans d'autres régions en Afrique ou au Moyen-Orient (Al Qaïda au Mali en 2013, Etat islamique en Syrie et au nord de l'Iraq depuis 2014), présentent des similitudes avec les opérations qui doivent être menées sur le territoire national pour la protection des populations. L'ancien correspondant de guerre Bernardo Valli rappelle que différents projets de sécurité au sein de l'Union européenne, notamment le principe d'un fichage systématique des passagers aériens, ont été refusés au nom de la défense des libertés tout en mentionnant que près de 4 000 combattants islamistes seraient revenus de Syrie. De l'unité autour des victimes des attentats se dégage l'idée, dans la presse internationale, que l'Europe, la France avant tout, découvre son entrée en guerre contre un adversaire insaisissable sur son propre sol. Après le temps de la dignité et de l'union nationale en France, vient celui de la compréhension et de la riposte. Si les journalistes relatent les frappes aériennes des Etats-Unis contre les camps de Khorassan en Syrie, ils tendent à s'interroger sur la manière dont certains Musulmans ont pu se radicaliser au point de déclencher ce paroxysme de la violence. Plusieurs thèses sont mises en avant dans la presse étrangère.

COMPRENDRE L'ONDE DE CHOC

L'impact de la guerre en Syrie ?

L'une des premières explications avancées qui se remarquent dans la presse internationale renvoie à la politique extérieure française depuis les attentats de New York de 2001, notamment la volonté de s'impliquer dans la crise syrienne depuis 2011. La France, en aidant les rebelles syriens contre le régime de Bachar el Assad, aurait favorisé la naissance de l'Etat islamique. La presse russe met en avant cette explication, de même que la version française du média d'information russe *Sputnik* qui, le 11 janvier,

critique l'interventionnisme de la France comme de ses alliés : « *Il faudrait enfin se mettre à l'évidence : l'interventionnisme hautement belliciste et profondément malsain ayant caractérisé la politique étrangère des puissances occidentales depuis 2001 a favorisé l'émergence de groupuscules radicaux qui jusqu'à présent marginaux se targuent aujourd'hui de pouvoir organiser un Califat islamique revendiquant l'espace du monde musulman tel qu'il s'étendait à l'époque médiévale de l'Indus à Poitiers. La boîte de Pandore est ouverte* ».

Dans le journal moscovite *Vzgliad*, le 10 janvier, Milhaïl Boudaraguine relate des discussions sur les réseaux sociaux russes et critique clairement la politique extérieure française dans les crises du monde arabe depuis 2011, ainsi que dans la guerre d'Afghanistan. La véritable raison reposerait sur la politique occidentale, américaine et française, qui envisageait, à l'été 2013, de lancer des frappes aériennes contre le régime syrien tout en soutenant les milices rebelles. « *On a perdu le contrôle sur les combattants, et les plus fanatiques d'entre eux, écrit le journaliste, ont justement créé l'Etat islamique. [...] En aidant les Etats-Unis à créer l'opposition syrienne, le Président français est coupable d'avoir donné naissance à l'Etat islamique et il en porte la responsabilité* »(13). Il aurait été plus efficace de maintenir les régimes militaires laïques en Iraq, en Libye et en Syrie pour faire disparaître l'opposition islamiste, conclut-il. La presse russe, de plus en plus le reflet de la politique du régime au pouvoir, reprend ainsi le thème de la faiblesse de la stratégie française tout en considérant la vulnérabilité de la culture européenne. Si la thèse de la politique française à l'égard de la Syrie semble représenter un point de vue minoritaire, il en est autrement de celle de la question de l'intégration des Musulmans.

L'islamophobie et le problème de l'intégration des Musulmans

Une autre explication réside, selon certains éditorialistes, dans le caractère fanatique de certains Musulmans, fanatisme dont la cause renverrait à l'islamophobie croissante au sein de la société française. Si les attentats ont eu lieu contre des cibles françaises à Paris, il faut donc en trouver la cause dans la montée de l'extrémisme et de l'échec des politiques d'intégration successives de la population musulmane. Cette interprétation se rencontre dans la presse à la fois occidentale, africaine et du monde arabo-musulman. Elle témoigne de l'importance moins des effets de la politique extérieure française dans les événements que des facteurs socio-économiques qui mettent en évidence les vulnérabilités de la société française. Tel est le point de vue d'Alex Rowell, dans le journal *Now* publié à Beyrouth (7 janvier) – l'un des deux seuls médias du Moyen-Orient à avoir publié la première une de *Charlie Hebdo* après les attentats –, qui ne croit pas en une sorte de « *justice expéditive à l'égard du passé colonial de la France ou de ses interventions récentes au Mali ou en Libye* ». Le journaliste

(13) *Id.*

porte surtout un regard ferme contre ceux qui luttent contre la liberté d'expression par le meurtre. Le sociologue algérien Saïd Bouamama, qui se déclare contre « Je suis Charlie », dans *El Watan*, le 15 janvier, estime que « *les débats médiatiques et politiques [en France] se sont succédé pour stigmatiser les Musulmans en les amalgamant fréquemment à l'intégrisme, au terrorisme, au djihadisme, etc.* ». Ce sont le développement des inégalités et de la discrimination, la stigmatisation des Musulmans dans la longue durée et la montée de l'islamophobie entretenue par les maladresses des hommes politiques qui ont favorisé les conditions du développement du djihadisme d'une minorité de jeunes.

Les terroristes sont, tout d'abord, présentés comme des criminels fanatiques issus de la société française et le produit de l'échec de la politique d'intégration. Dans le journal londonien *Spiked* (8 janvier), le sociologue Frank Furedi (Université de Kent) considère que « *les tueurs parlaient parfaitement français. Ils connaissaient Paris comme leur poche. Ils savaient où fuir et se réfugier. Ils ont peut-être passé un certain temps au Moyen-Orient, mais à l'instar de leurs victimes ce sont des produits de la société française. La France, comme de nombreuses sociétés d'Europe occidentale, a du mal à reconnaître publiquement que des millions de ses citoyens se sentent coupés des traditions culturelles et du mode de vie de leur pays natal. Il est encore plus difficile à admettre, notamment en public, qu'un tel décalage se soit cristallisé en une haine de la patrie* » (14). Le journaliste Slaheddine Charlie Dehicha, dans le journal tunisien *Kapitalis* (8 janvier), assimile ces terroristes à des « *fascistes* » et des « *minables* » qui prônent un « *ordre totalitaire* » et sèment la désolation autant à Paris qu'à Tunis ou en Syrie. Pour Abderahman Al-Rached, directeur du *Asharq Al-Awsat*, le quotidien le plus important du monde panarabe, la source du crime est comparable, entre le massacre de populations sunnites par l'Etat islamique en Syrie et en Iraq et celui des journalistes de *Charlie Hebdo*. La cause est à trouver parmi ceux qui favorisent l'implantation des idées extrémistes, par leur soutien financier, leurs justifications politiques et leur couverture médiatique, et qui donnent une légitimité aux criminels. Ce sont ces « *justificateurs* » qu'il faut condamner parce qu'ils déforment la réalité et assimilent les groupes terroristes (EI, Al Qaïda) à des groupes de défense des Musulmans. Pour Hazem Saghieh, dans *Al-Hayat* publié à Londres (10 janvier), il faut aussi s'en prendre à l'ambiguïté et à la complaisance des éditorialistes arabes et des militants des réseaux sociaux, qui prônent l'unité entre Musulmans, envers ces criminels.

Pour d'autres, ce sont les actes islamophobes au sein de la société qui ont poussé aux attaques contre les journalistes. Pour Momar Seyni Ndiaye, dans le journal sénégalais *Senepus* (9 janvier), il faut trouver la cause de ces attentats dans le contexte de la culture sécuritaire anti-islamiste entretenu par les élites, mais aussi dans une mauvaise conception de l'essence de la

(14) Cité in *Lyon Capitale*, 13 janv. 2015.

foi islamique. « *Ceux qui confondent Islam et islamisme (idéologie politique et djihadiste) sont aussi responsables que ceux qui propagent la désolation meurtrière* » (15).

Parallèlement, l'une des conséquences que soulignent nombre d'articles de la presse francophone du monde arabe est la prise en otage des Musulmans de France à la suite des attentats. La pression sociale et médiatique fait craindre un repli de la communauté musulmane au sein de la société française. « *Vous êtes invité à manifester votre solidarité avec Charlie Hebdo, écrit Ross Clark dans *The Spectator* (8 janvier), et à cautionner sans réserve le droit des satiristes à brocarder inlassablement votre religion – faute de quoi vous êtes suspect d'être du côté des terroristes* ». Dans le journal émirien *The National*, créé en 2008 pour informer principalement les élites nationales et étrangères résidentes, Hussein Ibish (10 janvier) et Colin Randall (14 janvier) s'inquiètent de la montée de l'islamophobie, en France comme en Europe, à la suite des manifestations « Je suis Charlie » dans toute la France (un million de personnes à Paris, trois millions en France) du 11 janvier et de l'intégration de milliers d'immigrés ayant fui les pays arabes en guerre. Dans son édition du 14 janvier, *Al Watan* met en évidence la recrudescence des actes antimusulmans en France, tandis que le journaliste Frank Furedi, dans *Spiked* (8 janvier), prévient également de l'engrenage de la marginalisation communautaire par les élites. Dans la continuité de cette réflexion, une autre thèse est apparue de manière plus profonde et dépasse largement le cadre des deux premières. Elle met en évidence l'échec d'un dialogue entre les cultures et semble s'inspirer de théories bien connues des Relations internationales.

L'échec du dialogue entre les cultures

Aux lendemains des attentats de New York du 11 septembre 2001, les médias s'étaient empressés de rechercher les causes d'un tel acte terroriste apocalyptique. L'une des thèses avancées, qui avait connu un succès planétaire, consistait à considérer le début d'un vaste affrontement entre les civilisations, notamment entre les civilisations occidentale et arabo-musulmane. Théorisée par le spécialiste de Relations internationales Samuel Huntington, dans *Le Choc des civilisations* (1996), cette thèse avait permis de considérer hâtivement le début d'une phase de conflits inscrite dans la durée. En janvier 2015, le recours à cette même thèse n'échappe pas à certains journalistes pour expliquer la montée d'un sentiment anti-Islam dans les sociétés occidentales. Simon Jenkins, dans le *Guardian* (7 janvier), pense que les pays occidentaux ont sous-estimé la montée du fondamentalisme musulman et qu'ils découvrent désormais une autre facette de cette violence idéologique et religieuse. Momar Seyni Ndiaye, dans *Senepus* (9 janvier), souligne que, partout dans le monde, la théorie de Huntington a favorisé un tel sentiment parmi certaines élites occidentales

(15) Cité in *Courrier international*, n°1 263, 15-23 janv. 2015.

et françaises. Hazem Saghieh, dans *Al-Hayat*, dénonce également les « *justificateurs* » musulmans qui classent la France dans le camp du Mal, tandis que les terroristes défendent, dans le camp du Bien, l'unité entre Musulmans contre les injustices dont ils seraient victimes. Pour *Al Watan* (16 janvier), ce sont les discours intégristes et wahhabites qui ont engendré les amalgames et conduit au déclenchement de cette violence. Nombreux sont aussi les journaux occidentaux qui soulignent le profit que pourrait tirer le Front national en France de la violence des attentats. Dans le *Journal de Montréal* (10 janvier), par exemple, Bryan Breguet note que « *ces attaques peuvent potentiellement lui permettre d'attirer de nouveaux électeurs* » aux élections départementales de mars 2015.

En filigrane, c'est bien l'idée de l'échec d'un dialogue entre les cultures, entre des communautés différentes qui semble dominer. Dans le journal munichoïse *Süddeutsche Zeitung* (9 janvier), Heribert Pranti résume cette dynamique lorsqu'il écrit que « *jamais nous n'avons autant dialogué et jamais nous ne nous sommes aussi mal compris* ». Il constate, en s'appuyant sur une étude de la Fondation Bertelsmann, que les moyens apparaissent bien insuffisants face aux adversaires de l'Islam de plus en plus agressifs. La parution des ouvrages antimusulmans rencontre, selon lui, plus de succès que les multiples forums de dialogue. Il est vrai que cette troisième théorie explicative, celle de l'échec du dialogue, révèle aussi un autre point de vue encore marginalisé durant les trois jours qui suivent l'attaque contre *Charlie Hebdo*.

L'AUTRE POINT DE VUE : TOUT LE MONDE N'EST PAS CHARLIE

Des positions prudentes sur la publication des caricatures

Les premières réactions critiques apparaissent dans la presse anglo-saxonne internationale qui, sans employer le contre-slogan, refuse par prudence de reprendre les caricatures satiriques de Mahomet diffusées par *Charlie Hebdo*. Outre les médias diffusés dans les pays musulmans, où les caricatures n'apparaissent pas, les grands médias anglo-saxons emploient ainsi l'autocensure pour éviter toute démarche provocatrice.

En Grande-Bretagne, le *Telegraph* utilise différents procédés pour traiter l'information sans heurter la communauté musulmane. Les photographies montrent des pixellisations sur les caricatures représentant le Prophète sur la une de *Charlie Hebdo* de 2011. Le portrait du directeur de publication Charb, décédé dans l'attaque, est redimensionné pour ne pas afficher la une d'un numéro du journal « *Intouchables 2* » en 2012, exposant la caricature d'un imam en chaise roulante poussé par un rabbin. Le contexte est à la prudence pour certains journalistes, comme le révèle le porte-parole du *Times*, qui annonce qu'aucune image ni contenu susceptibles d'offenser les sensibilités religieuses ne sont publiés. Seules des descriptions des caricatures le sont afin d'informer les lecteurs.

Aux Etats-Unis, le *New York Daily News* exploite les mêmes procédés. Ce journal n'est pas un cas isolé, note Amandine Schmitt (16), ce dont témoigne le *New York Times*, qui ne publie aucune représentation des caricatures. Outre la presse écrite, d'autres médias suivent la même ligne de conduite. CNN, comme toutes les grandes chaînes de télévision américaines (NBC News, MSNBC et CNBC), diffuse des images pixellisées des caricatures du Prophète. *Fox News*, après une première diffusion des caricatures, cesse de les présenter. L'agence de presse *Associated Press* diffuse des photographies de Charb après la fusillade, sans présenter de unes du journal, considérant que « *notre politique est de ne pas diffuser d'images délibérément provocatrices* ». Cette pratique de l'autocensure n'en suscite pas moins de vives réactions sur les réseaux sociaux, où les internautes n'hésitent pas à qualifier de lâches les médias faisant ce choix. Au-delà de cette attitude prudente dans les médias anglo-saxons, tous ne partagent pas le slogan « *Je suis Charlie* » diffusé rapidement après les attentats. Les médias de presse écrite relatent également ce contre-mouvement qui conduit à poser un débat de fond sur la liberté d'expression et la responsabilité.

« *Tout est pardonné* » et les manifestations contre Charlie Hebdo

Tous ne partagent pas le point de vue du mouvement « Je suis Charlie ». Certains journaux, appartenant à des pays appliquant la censure, adoptent une position en contrepoint à une dynamique planétaire d'hommage et de condamnation. Le quotidien indonésien *Kompas* considère que les publications des caricatures sont de nature provocatrice et humiliante pour les Musulmans et remet en cause la responsabilité des journalistes en démocratie. Le quotidien réformateur iranien *Ebtekar* s'interroge également sur la liberté de publication de documents de nature à tourner en dérision la croyance d'une population. Le quotidien chinois *Huanqiu Shibao* estime que les limites à la liberté d'expression ont été dépassées tout en critiquant les dirigeants occidentaux pour leur passivité et leur manque de contrôle sur les médias. « *Une minorité de médias occidentaux ridiculisent l'islam, ce qui est considéré comme faisant partie de 'la liberté d'expression', que quelques-uns présentent même comme une défense des valeurs occidentales* » (17).

Si les médias de presse écrite du monde entier relatent les attentats parisiens, ils traitent également des manifestations dans le monde arabo-musulman contre « Je suis Charlie » à la suite de la parution du nouveau numéro « *Tout est pardonné* ». Entre le 16 et le 25 janvier, des milliers de Musulmans manifestent, du Mali au Pakistan, contre la représentation du Prophète endeuillé à la une de certains journaux. En Afghanistan, où des centaines de personnes se rassemblent dans la province d'Uruzgan pour

(16) Amandine SCHMITT, « Les caricatures de 'Charlie' ne passent pas forcément à l'étranger », *L'Obs-Les Internets*, 8 janv. 2015.

(17) Cité in *Courrier international*, n°1 263, 15-23 janv. 2015.

rendre hommage aux actes des terroristes, les Talibans condamnent ces nouvelles caricatures. Le journal pakistanais *The Nation*, le 16 janvier, couvre la manifestation dans les grandes villes (8 000 personnes) tout en soulignant la présence de la minorité chrétienne à leur côté. A Lahore, 500 imams scandent « Mort à *Charlie Hebdo* » ou « Les amis de la France sont des traîtres ». Pour le ministre des Affaires religieuses pakistanais, Sadar Yousaf, « *les médias qui ont publié ces croquis devraient être interdits, toutes les copies devraient être confisquées et brûlées* » (18). Le même jour, à Bamako au Mali, selon *Le Républicain*, le mot d'ordre est « oui à la guerre contre le terrorisme, non à la croisade contre l'Islam ». Selon *El Watan* (Algérie), qui fait le parallèle avec la décennie noire des années 1990, la manifestation du 16 janvier, à Alger, tourne à l'émeute, composée en partie de jeunes revêtus de la tenue afghane et appelant à la création d'un Etat islamique. La presse arabe relate les nombreuses manifestations qui éclatent en Jordanie, au Yémen ou au Koweït. Par exemple, à Grosny, en Tchétchénie, une manifestation rassemblant 500 000 personnes contre les caricatures est couverte par le journal russe *Moskovski Komsomolets*. Le quotidien émirien *The National* relate la manifestation des Palestiniens, à Ramallah et à Hébron, du 25 janvier 2015 et montre que la publication des caricatures de *Charlie Hebdo* continue de susciter la colère et des réactions critiques de la communauté musulmane. Sa ligne éditoriale modérée dans un pays appliquant la censure, propose, pour couvrir les attentats et ses conséquences jusqu'au 18 janvier, tous les points de vue de l'actualité, sans omettre de souligner la responsabilité engagée par *Charlie Hebdo* en diffusant les caricatures.

Le difficile équilibre entre responsabilité et liberté d'expression

La parution des caricatures du Prophète dans *Charlie Hebdo* conduit à s'interroger sur la recherche du bon équilibre entre le sens de la responsabilité et la liberté d'expression. En janvier 2015, les autorités spirituelles et politiques de divers Etats se sont largement exprimées sur ce sujet et la presse étrangère relate ces différents points de vue. Devant les journalistes, dans l'avion qui le ramène de Colombo à Manille, le pape François réagit à la parution de la nouvelle une du journal et considère que la liberté d'expression est un « *droit fondamental* » mais « *on ne peut provoquer, on ne peut insulter la foi des autres, on ne peut la tourner en dérision* ». Son point de vue rejoint, entre autres exemples, celui du patriarche des Coptes orthodoxes d'Egypte, Tawadros II, estimant que l'insulte contre les religions ne contribue pas à la paix mondiale. Selon l'agence Irna, le président iranien Rohani, intervenant devant le Conseil suprême de la Révolution culturelle de la République islamique le 21 janvier, considère également que cette publication ne fait qu'attiser l'extrémisme et

(18) Cité in *Politis*, 15 janv. 2015.

est loin de contribuer à des relations saines entre les Musulmans et le reste du monde.

Les différentes prises de position se rencontrent également dans le traitement de l'information dans la presse étrangère. Tous les journalistes n'ont pas la même interprétation sur la parution des caricatures, selon la culture d'expression dans leur propre pays. Dans son rapport « Blasphème, l'information sacrifiée sur l'autel de la religion », Reporters sans frontières montre que 86 Etats sur 193 envisagent « *la diffamation des religions* » comme un délit, 31 Etats jugent le « *blasphème* » comme étant passible des tribunaux, tandis que l'apostasie peut conduire à la peine de mort dans les Etats islamiques. La défense de la liberté d'expression se distingue surtout dans la presse occidentale, pour des raisons culturelles et historiques. Dans le *Washington Post* (7 janvier), Charles Lane pense que les caricaturistes ont pris de gros risques pour défendre la liberté d'expression et que les Etats-Unis comme les autres démocraties occidentales doivent se mobiliser pour les soutenir. Le journal danois *Jyllands-Posten* souligne qu'il existe une « *menace de dérive religieuse* » contre la démocratie. Marouen Achouri, dans *Business News* (Tunis, 7 janvier), assimile les victimes de *Charlie Hebdo* à des martyrs de la liberté d'expression. Ross Douthat, dans *The New York Times* (7 janvier), considère qu'il faut se battre avec courage pour défendre cette liberté. Elle retient trois principes : le blasphème comme un droit inhérent à la démocratie, la liberté ne se mesure pas à la capacité d'offenser, le blasphème peut conduire à un risque mortel. Ce dernier principe correspond à la situation de *Charlie Hebdo*, selon l'auteur qui appelle à le défendre car « *il sert évidemment le bien de tous dans une société démocratique. [...] Quand au blasphème répond le meurtre, il nous faut plus d'insolence, et non moins, car on ne saurait laisser croire aux assassins que leur stratégie pourrait s'avérer payante* ».

Ces points de vue ne sont pas partagés par tous les journalistes dans le monde. Dmitri Mouratov, dans le journal moscovite *Novaïa Gazeta* (8 janvier), qui a publié la une du dernier numéro de *Charlie Hebdo*, doute que l'initiative de reproduire des caricatures soit juste sur le plan éthique. Il faut, selon l'auteur, séparer les terroristes, lesquels doivent être condamnés, et les croyants, dont les droits sont à respecter. L'universitaire Víctor Lapuente Giné, dans *El Pais* (10 janvier), pense, dans « Je ne sais si je suis Charlie Hebdo », qu'il faut adopter un autre code éthique des journalistes en matière de liberté d'expression, en posant des limites non juridiques, mais morales, pour éviter de nouvelles attaques. En Egypte, la presse se révèle beaucoup plus engagée pour justifier l'attentat tout en le condamnant, ainsi que le rapporte *Courrier international*. Le journal *Al Ahrām* reproche les atteintes aux prophètes et la volonté de provoquer les assassins, tandis qu'*Al Watan* rappelle que le rédacteur en chef de *Charlie Hebdo* était « *fier de son islamophobie* ». Saïd Bouamama, dans *El Watan* (15 janvier), qui condamne les attentats, insiste sur l'instrumentalisation de cette « *affaire* », au nom de l'unité nationale, par le gouvernement français, qui profite

de l'émotion populaire pour faire adopter une nouvelle réglementation de surveillance, ainsi que par les médias, qui n'ont pas montré toutes les facettes du mouvement contre les attentats parisiens. Tous les points de vue apparaissent donc au grand jour sur la question essentielle de la liberté d'expression.

Les médias, vecteur des nouvelles peurs ?

Le traitement des événements de janvier 2015 dans la presse écrite, qui peut s'élargir à l'ensemble des types de médias, soulève également un autre débat récurrent dans des situations d'exception : l'amplification médiatique accentuant les peurs dans l'opinion publique. Par essence, le terrorisme est un moyen de lutte asymétrique qui s'appuie sur toutes les sphères de communication disponibles, visant à amplifier l'effet localisé d'un acte de violence par l'effet de terreur auprès du plus grand nombre. Dans l'histoire du terrorisme, nombreux sont les exemples où l'onde de choc de l'attaque terroriste atteint son paroxysme auprès des opinions publiques, de plus en plus sensibles au catastrophisme ou à une représentation dramatique, par l'action des médias, qu'ils soient de presse écrite ou télévisuels, plus récemment numériques. A propos de l'attentat de New York de 2001, Rémy Rieffel observe que « *la représentation qui est par conséquent la nôtre aujourd'hui de la réalité de ce jour-là repose en grande partie sur les médias. Elle est le produit d'un événement existentiel et d'une expérience médiatique étroitement imbriqués qui prennent peu à peu sens dans le travail de remémoration* ». En s'appuyant sur le concept de « médiamorphisme » d'Alain Flaguel, qui renvoie au principe de la mise en œuvre d'une action à des fins médiatiques, il montre que « *les attentats ont bel et bien été conçus de telle sorte qu'ils prennent sens par le truchement de la télévision et de la diffusion mondiale des images auxquelles ils ont donné lieu* » (19).

L'émotion suscitée par les journalistes de presse écrite, transmise au plus grand nombre à une échelle mondiale et reprise dans l'ensemble des médias internationaux, est loin d'être acceptée par tous. Le traitement médiatique effectué dans les premières semaines de 2015 est aussi source de critique et d'appel à une plus grande réflexion sur le rôle des médias dans le traitement de ce type d'information. Toutefois, cette réaction ne signifie pas pour autant un appel à la prudence qui conduirait à une autocensure et à accentuer l'effet de panique. Pour Pierre Mannoni et Christine Bonardi, dans *Le terrorisme, une arme psychologique* (2011), « *ce sont les moyens de communication de masse modernes qui, par la relation des actes perpétrés, apportent leur involontaire contribution à la diffusion du pouvoir du terrorisme, à sa constitution en tant qu'arme. Leur puissance assure à tout acte terroriste une 'onde de choc' dépassant très largement la zone opérationnelle. Le pire serait, pour les terroristes, que les médias fassent silence sur leurs actions* ». Parallèlement, Marc Augé, dans *Les*

(19) Rémy RIEFFEL, *Que sont les médias ?*, Gallimard, Paris, 2005.

Nouvelles Peurs (2013), appelle à ne pas amplifier le traitement médiatique provoquant un climat anxigène et de terreur recherché par les terroristes. « *Il y a comme un effet involontaire de propagande du terrorisme pour les médias. Chacun devrait, pour sa part, réfléchir à tout cela. Mais je reconnais que c'est assez complexe : d'un côté, on observe ce terreau médiatique favorable aux effets de terreur, de l'autre, l'évoquer pourrait être perçu comme une excuse apportée aux terroristes* ». L'effet recherché par les terroristes consiste bien à créer de « *nouvelles peurs* », accentuées dans le contexte actuel de crise économique, auprès d'une opinion publique en quête de repères et attirée par le catastrophisme représenté par les médias. « *Nous nous sentons de plus en plus impuissants devant une actualité qui nous déborde de tous côtés, comme une inondation ou un raz-de-marée* » (20). Il ne faut cependant pas céder à l'appel de la prudence au risque d'« *aboutir au contraire de l'effet désiré, ressenti alors comme une progression de la menace, accentuant la panique* ». Comme le soulignent les journalistes du *Point* (14 mai 2015), se pose la question de l'attitude à adopter : « *D'un côté, il y a les réactions de repli et de panique, avec des annulations d'événements, des journaux qui refusent de publier des caricatures et des politiques sécuritaires exceptionnelles [...]. De l'autre, il y a ceux qui ne changent pas grand-chose à leur comportement* », comme ce fut le cas « *des journaux qui publièrent des caricatures après le 7 juillet 2015 : Charlie Hebdo, mais aussi Il Fatto Quotidiano en Italie ou Cumuriyet en Turquie* » (21). Ce débat sur le rôle des médias dans le traitement d'un événement exceptionnel, comme les attentats au siège de *Charlie Hebdo*, n'est pas nouveau. Il apparaît à chaque attaque terroriste majeure comme celle contre les Tours jumelles de New York en septembre 2001 ou à Londres en juillet 2005. Il appelle, une fois de plus, à ne pas faire le jeu des terroristes et à méditer sur une émotion retenue pour ne pas être manipulé.

* *
*

En somme, entre l'attentat contre le siège de *Charlie Hebdo* du 7 janvier et la parution du nouveau numéro du journal « *Tout est pardonné* » le 16 janvier, la pression médiatique apparaît forte pour couvrir les événements et tenter de les faire comprendre aux lecteurs. Dans un premier temps, l'ensemble des organes de presse rendent hommage aux victimes et appellent à l'unité contre la division provoquée par les terroristes à Paris. Toutefois, les points de vue divergent ensuite, selon les cultures propres aux journalistes, soit pour aborder les causes de ces actes meurtriers, soit pour traiter de la question de fond sur l'équilibre difficile à trouver entre la liberté d'expression et le principe de responsabilité. Parallèlement, l'onde de choc de la tuerie de *Charlie Hebdo* a aussi conduit à reconsidérer la question de la protection des citoyens, en Europe comme en France. Le

(20) Marc AUGÉ, *Les Nouvelles Peurs*, Payot, Paris, 2013.

(21) « *Islamisme, la peur est-elle bonne conseillère ?*, *Le Point*, 14 mai 2015, pp. 38-40.

regard médiatique s'est porté progressivement sur le virage sécuritaire, notamment dans le domaine de la surveillance numérique des individus par les agences de sécurité des Etats, comme les actions de la National Security Agency aux Etats-Unis, et sur les nouvelles dispositions juridiques en cours d'adoption, comme la nouvelle loi sur le renseignement en France au printemps 2015, dont les effets restent toujours d'actualité.



Source : Pew Research, Religion and Public Life Project, 21 novembre 2012. Zeev Maoz and Errol A. Henderson. "The World Religion Dataset, 1945-2010: Logic, Estimates, and trends." *International Interactions*, 39(3).

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Marc AUGÉ, *Les Nouvelles Peurs*, Payot, Paris, 2013.

Francis BALLE, *Médias et sociétés*, Montchrestien Lextenso éditions, Paris, 2013 (16^e éd.).

Philippe BOULANGER, *Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits*, Armand Colin, Paris, 2014.

Courrier international, n°1 263 (15-21 janv. 2015) et n°1 264 (22-29 janv. 2015).

« Islamisme, la peur est-elle bonne conseillère ? », *Le Point*, 14 mai 2015.

Pierre MANNONI / Christine BONARDI, *Le Terrorisme, une arme psychologique*, Les Editions Ovadia, 2011.

Reporters sans frontières, *Blasphème, l'information sacrifiée sur l'autel de la religion*, déc. 2013.

Rémy RIEFFEL, *Que sont les médias ?*, Gallimard, Paris, 2005.